Bureau
Coordination

/VV. - 1 - L.5136/2.

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 16 mars 1956, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif aux sous-officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs", a donné le 28 mars 1956 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 16e Maart 1956 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de hulponderofficieren van de luchtmacht, piloten en navigators", heeft de 28e Maart 1956 het volgend advies gegeven :

Le projet exécute la loi du 23 décembre 1955 sur les sous-officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs.

L'article 3 de cette loi a déjà reçu son exécution par l'arrêté royal du 2 janvier 1956 relatif au recrutement des candidats sous-officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs.

Par souci d'unité des textes, le Conseil d'Etat suggère d'insérer cet arrêté royal du 2 janvier 1956 dans le projet dont il doit normalement former le chapitre 1er.

En proposant cette insertion, le Conseil d'Etat ne donne aucun avis au sujet des dispositions de cet arrêté, qui, ayant été pris d'urgence, ne lui a pas été soumis par application de l'article 2 de la loi du 23 décembre 1946.

\+

\+ \+

Parlant des candidats sous-officiers auxiliaires, la loi du 23 décembre 1955 dispose en son article 5, § 1er, que le Ministre de la Défense nationale peut "résilier l'engagement pour inaptitude physique, sur avis conforme d'une commission médicale". Elle ajoute que "le Roi détermine la composition de cette commission ainsi que la procédure à suivre devant elle".

.../...

Le projet, qui vise à régler complètement l'exécution de cette loi, omet d'exécuter cette disposition.

La commission d'aptitude et la commission d'aptitude d'appel, dont il est question dans la réglementation médicale d'aptitude physique au service du personnel navigant de l'aéronautique militaire approuvée par l'arrêté du Régent du 27 décembre 1946, ne peuvent être compétentes pour donner l'avis prévu par la loi; suivant les articles 1er et 83 de cette réglementation, ces commissions sont composées par le Ministre de la Défense nationale.

La commission militaire d'aptitude et de réforme et la commission militaire d'aptitude et de réforme d'appel créées par l'arrêté royal du 25 octobre 1950 ne sont pas non plus compétentes; l'article 2 de cet arrêté royal énumérant les hypothèses dans lesquelles elles sont appelées à statuer ou à donner un avis, ne vise pas les résiliations d'engagement des sous-officiers auxiliaires et des candidats sous-officiers auxiliaires. Sans doute l'article 2, 8°, de cet arrêté prévoit-il que la commission militaire d'aptitude et de réforme est chargée de "donner son avis ou faire des propositions sur toute question de principe et sur tout cas particulier qui lui serait soumis par le Ministre de la Défense nationale"; une telle disposition ne peut être considérée comme répondant au prescrit de l'article 5 de la loi du 23 décembre 1955.

S'il entre dans les intentions du Gouvernement de confier aux commissions instituées par l'arrêté royal du 25 octobre 1950 le soin de donner un avis avant la

.../...

résiliation, pour inaptitude physique, de l'engagement du candidat sous-officier auxiliaire, le projet devrait soit compléter l'énumération comprise dans l'article 2 de l'arrêté royal du 25 octobre 1950, soit disposer que la réglementation relative aux commissions militaires d'aptitude et de réforme est applicable aux résiliations d'engagement pour inaptitude physique des candidats sous-officiers auxiliaires.

La présente observation vaut également pour la résiliation, pour cause d'inaptitude physique, de l'engagement du sous-officier auxiliaire qui, aux termes de l'article 8 de la loi du 23 décembre 1955, ne peut également être prononcée que "sur avis conforme d'une commission médicale".

\+

\+ \+

L'article 4 du projet dispose :

"Le Ministre de la Défense nationale détermine les règles suivant lesquelles sont classés entre eux les candidats nommés à la même date".

Tel qu'il est rédigé, cet article ne répond pas exactement aux intentions du Gouvernement qui entend donner au Ministre de la Défense nationale le soin de classer les candidats avant les nominations, celles-ci ayant lieu suivant l'ordre de ce classement.

.../...

Le Conseil d'Etat propose un texte qui répond à cette observation.

+

+ +

L'article 7 du projet règle la composition de la commission d'enquête chargée de donner un avis préalablement à la résiliation de l'engagement du sous-officier auxiliaire. Il prévoit notamment la présence dans cette commission de deux sous-officiers revêtus au moins du même grade que le sous-officier intéressé.

Pour observer des règles traditionnelles à l'armée, il y aurait lieu de prévoir que si ces deux sous-officiers ont le même grade que le sous-officier intéressé, ils doivent être plus anciens que lui dans ce grade.

Comme telle est bien l'intention du Gouvernement, le Conseil d'Etat propose d'apporter à l'article 7 la modification reprise dans le texte proposé ci-après.

+

+ +

L'article 9 du projet règle la procédure qui doit être suivie devant la commission d'enquête.

.../...

Comme il entre dans les intentions du Gouvernement de fixer les mêmes règles de procédure que celles qui doivent être suivies devant la commission d'enquête des sous-officiers auxiliaires, le Conseil d'Etat propose de compléter l'article 9 du projet en prévoyant la possibilité d'entendre des témoins et de prévoir en outre que, si le sous-officier intéressé néglige de comparaître en personne, la commission donnera son avis au vu des seules pièces du dossier.

\+

\+ \+

Pour le surplus, le projet appelle des observations de forme dont il a été tenu compte dans le texte proposé ci-après :

ARRETE ROYAL RELATIF AUX SOUS-OFFICIERS AUXILIAIRES DE LA FORCE AERIENNE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 23 décembre 1955 sur les sous-officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs;

.../...

Considérant que par souci d'unité de la réglementation, il y a lieu de reprendre dans le présent arrêté royal qui exécute la loi du 23 décembre 1955, les dispositions de l'arrêté royal du 2 janvier 1956 relatif au recrutement des candidats sous-officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

CHAPITRE Ier. - DES CANDIDATS SOUS-OFFICIERS AUXILIAIRES.

Section 1ère. - Recrutement des candidats sous-officiers auxiliaires.

Articles 1er à 4.-

... (articles 1er à 4 de l'arrêté royal du 2 janvier 1956) ...

Section 2. - Formation et avancement des candidats sous-officiers auxiliaires.

Article 5.-

Le candidat sous-officier auxiliaire doit effectuer l'entraînement complet de pilote ou de navigateur, y compris la phase d'entraînement aux opérations.

.../...

Les cours requis à cet effet sont donnés dans les écoles organisées par le Ministère de la Défense nationale; toutefois, le Ministre peut faire suivre des cours à l'étranger.

Article 6.-

Le candidat sous-officier auxiliaire peut être nommé :

- caporal candidat sous-officier auxiliaire, après deux mois de service à dater de son agréation;
- sergent candidat sous-officier auxiliaire, lorsque la qualité de pilote ou de navigateur lui est reconnue.

Ces nominations sont faites hors cadre.

La perte de la qualité de candidat sous-officier auxiliaire entraîne la perte des grades conférés en application du présent article.

CHAPITRE II. - DES SOUS-OFFICIERS AUXILIAIRES.

Section 1ère. - Nomination au grade de sergent auxiliaire.

Article 7.-

Nul ne peut être nommé sergent auxiliaire de la force aérienne s'il ne remplit, outre les conditions fixées par la loi du 23 décembre 1955, celles déterminées ci-après :

.../...

1° avoir fourni la preuve qu'il a suivi avec fruit la formation de sous-officier auxiliaire telle qu'elle est définie à l'article 5;
2° posséder les qualités morales indispensables à l'état de sous-officier; l'aptitude est appréciée par le Ministre de la Défense nationale après avis motivé des chefs hiérarchiques de l'intéressé.

Article 8.-

Les candidats sont nommés sergents auxiliaires suivant l'ordre dans lequel ils ont été classés en application des règles fixées par le Ministre de la Défense nationale.

Section 2. - Résiliation de l'engagement de sous-officier auxiliaire.

Article 9.-

Le sous-officier auxiliaire qui compte au moins neuf ans de service actif à dater de son agréation obtient, à sa demande, la résiliation de son engagement. Il doit donner un préavis de trois mois qui peut être écourté par le Ministre de la Défense nationale.

Celui-ci peut accorder la résiliation de l'engagement avant le terme de neuf ans, lorsque des motifs exceptionnels justifient la demande introduite par l'intéressé.

Article 10.-

Le chef de corps ou toute autorité dont dépend ce dernier, qui estime qu'un sous-officier auxiliaire ne donne plus satisfaction pour des raisons d'ordre disciplinaire, pour inaptitude morale ou professionelle, dresse un raport circonstancié.

.../...

Ce rapport est porté à la connaissance du sous-officier intéressé; il y appose sa signature sous la mention "Vu" et peut, dans un délai de huit jours à dater de la prise de connaissance, y joindre un mémoire justificatif.

Le rapport accompagné du mémoire éventuel est transmis par la voie hiérarchique au Ministre de la Défense nationale; les divers chefs hiérarchiques y joignent leurs avis.

Si le Ministre estime que les faits reprochés sont susceptibles d'entraîner la résiliation de l'engagement, il ordonne la réunion d'une commission d'enquête.

Article 11.-

§ 1er. La commission d'enquête comprend cinq membres:

1° un colonel ou un lieutenant-colonel qui préside la commission;
2° deux officiers subalternes dont un capitaine;
3° deux sous-officiers d'un grade supérieur à celui du sous-officier intéressé ou, tout au moins, plus anciens dans le même grade.

§ 2. Trois membres au moins de la commission doivent appartenir à la catégorie du personnel navigant.

§ 3. Le Ministre de la Défense nationale désigne, dès qu'il y a lieu à convocation de la commission, les officiers et sous-officiers qui en font partie.

.../...

Article 12.-

Le président de la commission d'enquête prévient le sous-officier intéressé par lettre recommandée à la poste, de la date de la séance de la commission et de l'objet de celle-ci.

Cette lettre doit parvenir à l'intéressé au moins huit jours francs avant la date fixée pour la réunion; elle indiquera le lieu où sera mis à la disposition du sous-officier, pendant les cinq jours qui précèdent la réunion de la commission, le dossier qui doit être soumis à cette dernière; le dossier doit contenir l'inventaire des pièces qui y figurent.

Cette lettre invite également le sous-officier à comparaître en personne pour présenter sa défense ou, en cas d'impossibilité de comparaître, à envoyer sa défense par écrit.

Article 13.-

Si le sous-officier intéressé néglige de comparaître en personne, la commission donne son avis au vu des pièces du dossier.

Article 14.-

L'enquête est faite par écrit; les déclarations du comparant sont actées au procès-verbal si elles sont faites verbalement, ou jointes à l'enquête si elles sont présentées par écrit.

.../...

Le sous-officier a la faculté de se faire assister par un conseil.

Des témoins peuvent être entendus pour l'instruction de la cause.

Les procès-verbaux sont signés par le président et les membres de la commission d'enquête ainsi que par le sous-officier intéressé qui a comparu.

Article 15.-

La commission, après en avoir délibéré, fait connaître, dans un avis motivé, s'il y a lieu ou non de résilier l'engagement du sous-officier auxiliaire intéressé.

Article 16.-

... (relatif à la résiliation, pour cause d'inaptitude physique, de l'engagement du candidat sous-officier auxiliaire et du sous-officier auxiliaire - voir l'observation émise dans l'avis ci-dessus) ...

Section 3. - Admission dans le cadre des sous-officiers de carrière.

Article 17.-

Au cours de la douzième année de service à dater de leur agréation comme candidats, les sous-officiers auxiliaires qui remplissent les conditions

.../...

fixées par la loi du 23 décembre 1955 peuvent être admis dans le cadre des sous-officiers de carrière à concurrence du nombre d'emplois déterminé par le Ministre de la Défense nationale.

Ce dernier prononce l'admission dans le cadre des sous-officiers de carrière suivant les regles et la procédure qu'il fixe; il doit notamment tenir compte, pour l'examen des candidatures, de la manière de servir et de la valeur professionnelle des intéressés.

Article 18.-

Les sous-officiers auxiliaires sont admis dans le cadre des sous-officiers de carrière avec leur grade et leur ancienneté.

CHAPITRE III. - DISPOSITIONS PARTICULIERES ET FINALES.

Article 19.-

Les militaires qui remplissent les conditions fixées par l'article 19, §§ 1er et 2, de la loi du 23 décembre 1955 et qui désirent être admis dans le cadre des sous-officiers auxiliaires doivent en faire la demande dans un délai de trois mois à dater de la publication du présent arrêté.

Article 20.-

...(article 5 de l'arrêté royal du 2 janvier 1956)...

.../...

Article 21.-

L'arrêté royal du 2 janvier 1956 relatif au recrutement des candidats sous-officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs, est abrogé.

Article 22.-

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge, à l'exception des articles 1er, 2, 3, 4 et 20 qui produisent leurs effets le 1er janvier 1956.

Article 23.-

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à ,le

PAR LE ROI ,

Le Ministre de la Défense nationale,

Het ontwerp is de uitvoering van de wet van 23 December 1955 betreffende de hulponderofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren.

Artikel 3 van deze wet heeft reeds uitvoering gekregen in het koninklijk besluit van 2 Januari 1956 betreffende de aanwerving van candidaat-hulponderofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren.

Terwille van de eenheid in de teksten geeft de Raad van State de aanbeveling, dit koninklijk besluit van 2 Januari 1956 op te nemen in het ontwerp, waarvan het normaal hoofdstuk I moet vormen.

Dit voorstel betekent niet, dat de Raad van State hiermede een advies uitbrengt over de bepalingen van dit besluit dat als een spoedbesluit is uitgevaardigd bij toepassing van artikel 2 van de wet van 23 December 1946.

\+

\+ \+

In verband met de candidaat-hulponderofficieren zegt de wet van 23 December 1955 in artikel 5, § 1, dat de Minister van Landsverdediging "de dienstverbintenis wegens lichamelijke ongeschiktheid kan verbreken overeenkomstig het advies van een geneeskundige commissie". Ze voegt hier aan toe dat "de Koning de samenstelling van deze commissie alsmede de te volgen procedure bepaalt".

Het ontwerp, dat juist bestemd is om volledige uitvoering aan deze wet te geven, laat na deze bepaling uit te voeren.

.../...

De geschiktheidscommissie en de geschiktheidscommissie van beroep waarvan sprake is in de bij het besluit van de Regent van 27 December 1946 goedgekeurde geneeskundige regeling inzake lichaamsgeschiktheid voor de dienst van het varend personeel der militaire luchtvaart, kunnen onmogelijk bevoegd zijn om het bij de wet voorgeschreven advies te geven; volgens de artikelen 1 en 83 van deze regeling stelt de Minister van Landsverdediging deze commissies samen.

De militaire commissie inzake geschiktheid en reform en de militaire commissie van beroep inzake geschiktheid en reform, ingesteld bij het koninklijk besluit van 25 October 1950, zijn evenmin bevoegd; onder de in artikel 2 van dit koninklijk besluit opgesomde gevallen waarin zij uitspraak moeten doen of advies moeten geven, is er geen sprake van verbreking van dienstverbintenissen van hulponderofficieren en candidaat-hulponderofficieren. Wel zegt artikel 2, 8°, van dit besluit, dat de militaire commissie inzake geschiktheid en reform gelast is "haar advies te geven of voorstellen te doen inzake alle principiële kwesties of alle bijzondere gevallen die haar door de Minister van Landsverdediging kunnen voorgelegd worden"; maar zulk een bepaling kan niet worden geacht te voldoen aan het voorschrift van artikel 5 van de wet van 23 December 1955.

Mocht de Regering voornemens zijn, de bij het koninklijk besluit van 25 October 1950 ingestelde commissies te gelasten advies uit te brengen vóór de verbreking wegens lichamelijke ongeschiktheid van de dienstverbintenis van de candidaat-hulponderofficier, dan zou het ontwerp, ofwel de in artikel 2 van het koninklijk besluit van 25 October 1950 gegeven opsomming moeten aanvullen, ofwel bepalen dat de reglementering betreffende de militaire commissies inzake geschiktheid en

.../...

reform van toepassing is op de verbreking wegens lichamelijke ongeschiktheid van de dienstverbintenis der candidaat-hulponderofficieren.

Dezelfde opmerking geldt voor de verbreking wegens lichamelijke ongeschiktheid van de dienstverbintenis van de hulponderofficier, welke luidens artikel 8 van de wet van 23 December 1955 ook alleen "overeenkomstig het advies van een geneeskundige commissie" kan worden uitgesproken.

\+

\+ \+

Artikel 4 van het ontwerp bepaalt :

"De Minister van Landsverdediging bepaalt de regels volgens welke de op dezelfde datum benoemde candidaten onderling moeten gerangschikt worden".

In deze formulering beantwoordt dit artikel niet geheel aan de bedoeling van de Regering, die de Minister er mede wil belasten de candidaten te rangschikken vóór de benoemingen, die dan plaats hebben volgens de orde van deze rangschikking.

De Raad van State stelt een tekst voor waarin met deze opmerking rekening wordt gehouden.

\+

\+ \+

.../...

Artikel 7 van het ontwerp regelt de samenstelling van de onderzoekscommissie die gelast is een advies uit te brengen vóór de verbreking van de dienstverbintenis van de hulponderofficier. Tot deze commissie zullen onder meer behoren twee onderofficieren met ten minste dezelfde graad als de betrokken onderofficier.

Terwille van een traditionele regel bij het leger, zou moeten worden bepaald dat deze twee onderofficieren, indien zij dezelfde graad als de betrokken onderofficier hebben, een hogere ancienniteit in die graad moeten hebben dan deze.

Aangezien de Regering dit ook zo opvat, stelt de Raad van State voor, in artikel 7 de in de hierna aanbevolen tekst opgenomen wijziging aan te brengen.

\+

\+ \+

Artikel 9 regelt de procedure voor de onderzoekscommissie.

Aangezien de Regering voornemens is dezelfde procedureregelen vast te stellen als voor de onderzoekscommissie van hulpofficieren, stelt de Raad van State voor artikel 9 van het ontwerp zo aan te vullen dat het mogelijk wordt getuigen te horen, en voorts te bepalen dat de commissie voortaan haar advies alleen op grond van de stukken van het dossier zal uitbrengen, indien de betrokken onderofficier verzuimt persoonlijk te verschijnen.

\+

\+ \+

Voorts zijn bij het ontwerp een aantal opmerkingen over de vorm te maken, waarmede in de hierna voorgestelde tekst rekening is gehouden.

.../...

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE HULPONDEROFFICIEREN VAN DE LUCHTMACHT.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wet van 23 December 1955 op de hulponderofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren ;

Overwegende dat het terwille van de eenheid in de reglementering nodig is, de bepalingen van het koninklijk besluit van 2 Januari 1956 betreffende de werving van de candidaat-hulponderofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren, over te nemen in het tegenwoordige koninklijk besluit, dat de wet van 23 December 1955 uitvoert ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

HOOFDSTUK I. - CANDIDAAT-HULPONDEROFFICIEREN.

Afdeling 1.- Werving van candidaat-hulponderofficier.

Artikelen 1 tot 4.-

... (artikelen 1 tot 4 van het koninklijk besluit van 2 Januari 1956) ...

.../...

Afdeling 2. Opleiding en bevordering van candidaat-hulponderofficieren.

Artikel 5.-

De candidaat-hulponderofficier moet de volledige training van piloot of navigator volbrengen, met inbegrip van de trainingsfase voor de operaties.

De daartoe nodige cursussen worden gegeven in scholen die het Ministerie van Landsverdediging inricht ; de Minister kan echter cursussen in het buitenland doen volgen.

Artikel 6.-

De candidaat-hulponderofficier kan worden benoemd tot :

- korporaal candidaat-hulponderofficier, na twee maanden dienst te rekenen vanaf zijn aanvaarding ;
- sergeant candidaat-hulponderofficier, wanneer hij in de hoedanigheid van piloot of navigator is erkend.

Deze benoemingen worden buiten kader gedaan.

Het verlies van de hoedanigheid van candidaat-hulponderofficier brengt het verlies mede van de krachtens dit artikel toegekende graden.

.../...

HOOFDSTUK II.- HULPONDEROFFICIEREN.

Afdeling 1.- Benoeming tot de graad van hulpsergeant.

Artikel 7.-

Niemand kan tot hulpsergeant bij de luchtmacht worden benoemd tenzij hij, benevens de voorwaarden vastgesteld bij de wet van 23 December 1955, de volgende voorwaarden vervult :

1° het bewijs hebben geleverd dat hij met vrucht de opleiding van hulponderofficier heeft gevolgd, zoals zij is omschreven in artikel 5 ;

2° de voor de staat van onderofficier onontbeerlijke morele hoedanigheden bezitten ; over de geschiktheid oordeelt de Minister van Landsverdediging, na gemotiveerd advies van de hiërarchische meerderen van belanghebbende.

Artikel 8.-

De candidaten worden tot hulpsergeant benoemd in de volgorde waarin zij bij toepassing van de door de Minister van Landsverdediging vastgestelde regelen zijn gerangschikt.

.../...

Afdeling 2.- Verbreking der dienstverbintenis van de hulponderofficier.

Artikel 9.-

De hulponderofficier die ten minste negen jaar actieve dienst telt vanaf zijn aanvaarding, verkrijgt op zijn aanvraag de verbreking van zijn dienstverbintenis. Hij moet drie maanden tevoren opzeggen; de Minister van Landsverdediging kan deze termijn inkorten.

De Minister van Landsverdediging kan de verbreking van een dienstverbintenis toestaan vóór het verstrijken van de negen jaar, wanneer uitzonderlijke redenen de aanvraag van de belanghebbende rechtvaardigen.

Artikel 10.-

De korpscommandant of iedere overheid waarvan deze afhangt, die van mening is dat een hulponderofficier om tuchtredenen, wegens morele ongeschiktheid of wegens beroepsonbekwaamheid,niet langer voldoening geeft, maakt een omstandig verslag op.

Dit verslag wordt de belanghebbende onderofficier ter kennis gebracht ; deze ondertekent het voor "Gezien" en kan er binnen acht dagen vanaf de kennisneming een memorie van verdediging aan toevoegen.

.../...

Het verslag, vergezeld van de eventuele memorie, wordt langs hiërarchische weg aan de Minister van Landsverdediging bezorgd; de verschillende hiërarchische meerderen voegen er hun advies bij.

Indien de Minister van oordeel is, dat de ten laste gelegde feiten de verbreking van de dienstverbintenis met zich kunnen brengen, roept hij een onderzoekscommissie bijeen.

Artikel 11.-

§ 1. De onderzoekscommissie bestaat uit vijf leden :

1° een kolonel of een luitenant-kolonel, die de commissie voorzit ;

2° twee lagere officieren waaronder een kapitein ;

3° twee onderofficieren met een hogere graad dan de belanghebbende onderofficier of althans met meer ancienniteit in dezelfde graad.

§ 2. Ten minste drie leden van de commissie moeten tot de categorie varend personeel behoren.

§ 3. Zodra er reden is om de commissie bijeen te roepen, wijst de Minister van Landsverdediging de officieren en onderofficieren aan die er deel van uitmaken.

.../...

Artikel 12.-

De voorzitter van de onderzoekscommissie verwittigt bij een ter post aangetekende brief de belanghebbende onderofficier van de datum en het voorwerp van de vergadering der commissie.

Deze brief moet de belanghebbende toekomen ten minste acht vrije dagen vóór de datum waarop de vergadering is gesteld; hij geeft de plaats op waar, gedurende de vijf dagen die de vergadering van de commissie voorafgaan, het aan deze voor te leggen dossier ter inzage van de onderofficier ligt ; het dossier moet de inventaris van de opgenomen stukken bevatten.

Deze brief nodigt de onderofficier ook uit persoonlijk te verschijnen om zijn verweer voor te dragen of, indien hij onmogelijk kan verschijnen, zijn verweerschrift in te zenden.

Artikel 13.-

Indien de onderofficier nalaat persoonlijk te verschijnen, geeft de commissie advies op de stukken van het dossier.

Artikel 14.-

Het onderzoek wordt schriftelijk gedaan ; de verklaringen van de persoon die verschijnt worden in het proces-verbaal opgetekend indien zij mondeling worden gedaan, of bij het onderzoek gevoegd indien zij schriftelijk voorgelegd worden.

.../...

De onderofficier kan zich door een raadsman doen bijstaan.

Ook getuigen kunnen voor het onderzoek van het geval worden gehoord.

De processen-verbaal worden ondertekend door de voorzitter en de leden van de onderzoekscommissie en door de betrokken onderofficier die is verschenen.

Artikel 15.-

Na beraadslaging deelt de commissie bij gemotiveerd advies mede of er al dan niet grond voorhanden is om de dienstverbintenis van de belanghebbende hulponderofficier te verbreken.

Artikel 16.-

... (betreffende de verbreking, wegens lichamelijke ongeschiktheid, van de dienstverbintenis van de candidaat-hulponderofficier en van de hulponderofficier - zie opmerking in het advies) ...

.../...

Afdeling 3. - Opneming in het kader der beroepsonderofficieren.

Artikel 17.-

In de loop van het twaalfde jaar dienst na hun aanvaarding als candidaat, kunnen de hulponderofficieren die aan de bij de wet van 23 December 1955 gestelde voorwaarden voldoen, in het kader der beroepsonderofficieren opgenomen worden tot het beloop van het aantal betrekkingen dat de Minister van Landsverdediging bepaalt.

Deze beslist over de opneming in het kader der beroepsonderofficieren volgens regelen en op de wijze die hij bepaalt; bij het onderzoek der candidaturen moet hij onder meer rekening houden met de wijze van dienen en de beroepswaarde van de belanghebbenden.

Artikel 18.-

De hulponderofficieren worden met hun graad en anciënniteit in het kader der beroepsonderofficieren opgenomen.

.../...

HOOFDSTUK III. - BIJZONDERE-EN SLOTBEPALINGEN.

Artikel 19.-

De militairen die aan de bij artikel 19, §§ 1 en 2, van de wet van 23 December 1955 gestelde voorwaarden voldoen en die in het kader der hulponderofficieren wensen opgenomen te worden, moeten daartoe binnen drie maanden na de bekendmaking van dit besluit een aanvraag indienen.

Artikel 20.-

... (artikel 5 van het koninklijk besluit van 2 Januari 1956) ...

Artikel 21.-

Het koninklijk besluit van 2 Januari 1956 betreffende de aanwerving van candidaat-hulponderofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren, wordt opgeheven.

Artikel 22.-

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt, behalve de artikelen 1, 2, 3, 4 en 20 die uitwerking hebben met ingang van 1 Januari 1956.

.../...

Artikel 23.-

Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Landsverdediging,

ML. - . - L. 5135/2.
L. 5136/2.

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	F. LEPAGE,	conseiller d'Etat, raadsheer van State,	président voorzitter
	J. COYETTE, G. VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
	P. ANSIAUX, G. VAN HECKE,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G. PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. LEPAGE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse teks werd nagezien onder toezicht van de H. LEPAGE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F. LEPAGE.